Volume 19 Issue 9
Originally issued as E2



Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
Economics
Volume 19 Issue 2 Version 1.0 Year 2019
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

Risque-Pays et Investissements Directs Etrangers au Bénin

By Tanguy A. Gbaguidi & Elie A. Adedodja

Université de Parakou

Abstract- The purpose of this paper is to analyze the impact of country risk on the entry of foreign direct investment into Benin. For this purpose, at least one variable of each country risk component (political risk, economic risk and financial risk) has been taken into account in the model. From the Hendry-based Error Correction Model (ECM) over the period from 1980 to 2015, the results from the econometric estimation suggest that FDI inflow is positively explained by the rate of economic growth and the rate while foreign debt and corruption do not favor the growth of FDI in Benin. For the country to become a pole of attractiveness of FDI, it is imperative to clean up the institutional framework in the field of political right, to undertake economic reforms and to work for a real financial independence to ensure its solvency and self-financing.

Keywords: country risk, political risk, economic risk, financial risk, FDI, Benin.

GJHSS-E Classification: FOR Code: 340299p



Strictly as per the compliance and regulations of:



© 2019. Tanguy A. Gbaguidi & Elie A. Adedodja. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Risque-Pays et Investissements Directs Etrangers au Bénin

Tanguy A. Gbaguidi[α] & Elie A. Adedodja[σ]

Résumé- L'objectif de ce papier est d'analyser l'incidence du risque-pays sur l'entrée des investissements directs étrangers au Bénin. A cet effet, au moins une variable de chaque composante du risque-pays (risque politique, risque économique et risque financier) a été prise en compte dans le modèle. A partir du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) à la Hendry sur la période de 1980 à 2015, les résultats issus de l'estimation économétrique suggèrent que l'entrée des IDE est positivement expliquée par le taux de croissance économique et le taux de change tandis que la dette extérieure et la corruption ne favorisent guère la croissance des IDE au Bénin. Pour que le pays se fasse un pôle d'attractivité des IDE, il est impérieux d'assainir le cadre institutionnel en matière du droit politique, entreprendre des réformes économique et œuvrer pour une indépendance financière réelle afin d'assurer sa solvabilité et son autofinancement.

Motsclés: risque-pays, risque politique, risque économique, risque financier.

Abstract- The purpose of this paper is to analyze the impact of country risk on the entry of foreign direct investment into Benin. For this purpose, at least one variable of each country risk component (political risk, economic risk and financial risk) has been taken into account in the model. From the Hendry-based Error Correction Model (ECM) over the period from 1980 to 2015, the results from the econometric estimation suggest that FDI inflow is positively explained by the rate of economic growth and the rate while foreign debt and corruption do not favor the growth of FDI in Benin. For the country to become a pole of attractiveness of FDI, it is imperative to clean up the institutional framework in the field of political right, to undertake economic reforms and to work for a real financial independence to ensure its solvency and self-financing.

Keywords: country risk, political risk, economic risk, financial risk, FDI, Benin.

I. Introduction

L'un des traits de la mondialisation est l'évolution des flux d'investissement direct étranger (IDE) en direction des pays en développement depuis les années 90. La montée en puissance des IDE a été stimulée par la communauté internationale et par les pays d'accueil qui ont créé un environnement d'affaires favorable (avantages fiscaux, stabilité économique et financière, privatisation des entreprises, etc.). L'intérêt porté aux investissements directs étrangers ces dernières années est généralement justifié par de nombreuses attentes : leur impact sur la croissance, les apports en ressources, l'accès aux marchés internationaux, la hausse de la productivité, l'amélioration des capacités locales de gestion, et les transferts de technologies (Nkouka, 2010).

a) Contexte et quelques faits stylisés sur la situation des IDE au Bénin

Le Bénin a connu dans les années 70 à 90 deux modes de gouvernance basés sur le système Marxiste-Léniniste caractérisé par l'instabilité politique et le système démocratique. Ces événements ont particulièrement marqués l'environnement des affaires et de l'investissement et pourraient également contribuer à l'explication de la volatilité du flux d'IDE.

Dans les années 90, la situation s'est essentiellement améliorée grâce aux différentes réformes structurelles, institutionnelles et économiques engagées par les nouvelles autorités démocratiques. Ainsi, les flux d'IDE ont connu une nette augmentation de 94,5%[1] entre 1989 et 1991. Pour attirer les investissements étrangers, de nombreuses initiatives ont été entreprises pour, notamment l'amélioration de la production d'électricité ou encore la création d'un Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI)[2].

Mais, sous l'effet de la crise économique mondiale, ces flux d'IDE ont connu un ralentissement d'environ 19%[3] entre 2013 et 2015. Malgré toutes ses réformes, la contribution d'IDE dans la formation du Produit Intérieur Brute (PIB) a baissé passant de 4,28% en 2007 à 2,71 % en 2015 (Banque Mondiale, 2016). La croissance économique étant l'une des préoccupations majeures du pays, elle n'est pas encore atteinte de façon satisfaisante et tourne en moyenne autour de 5% jusqu'en 2015 (FMI, 2016). Cette faiblesse de la croissance s'explique par de nombres difficultés qu'éprouve le pays depuis des décennies pour son

Author α : Docteur en Économie, Maître Assistant du CAMES, Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Parakou, Bénin. e-mail: gahotang@yahoo.fr
Author σ : Doctorant en Economie à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Parakou, Bénin. e-mail: elieadedodja@yahoo.fr

[1] Calcul des auteurs à partir de la base de données de la Banque Mondiale (2016).
[2] Créé par Décret N°2006-299 du 27 juin 2006, le CPI a pour principale mission d'organiser des séances de réflexion, de faire des propositions et recommandations sur les questions se rapportant à la promotion des investissements publics et privés au Bénin afin d'améliorer le climat des affaires.
[3] Calcul des auteurs à partir de la base de données de la Banque Mondiale (2016).

© 2019 Global Journals

développement et l'amélioration du bien-être de la population.

Ces difficultés pourraient trouver leur fondement dans l'absence des investissements tant domestiques que directs étrangers suite à la mauvaise gouvernance, l'état délabré des infrastructures, l'instabilité du marché et le cadrage macroéconomique. D'où la prise en compte du risque pays dans l'évolution de la croissance et du développement du Bénin.

b) Contexte théorique et problématique de l'attractivité des IDE

Les théories néo-libérales qui reviennent en force dans les années 80, renforcées par la théorie de la croissance endogène (Romer 1990, Grossman et Helpman, 1991) mettent en avant les effets positifs des IDE sur la croissance et le développement. Non seulement ces IDE mettent des capitaux à la disposition de l'économie nationale, mais ils facilitent l'accès à de nouvelles technologies, créent des emplois, stimulent les industries locales à travers les effets d'entraînement. C'est ce qu'on a appelé les externalités positives des IDE. Avec ces IDE, les deux risques commerciaux et de change sont supportés par le pays étranger. Ainsi, bon nombre de pays en développement comme le Bénin se sont tournés progressivement vers cette source de financement en vue d'améliorer le bien-être des résidents. Cependant, les avantages nets de l'IDE ne sont pas automatiques, et leur ampleur diffère en fonction du pays d'accueil et du contexte.

Parmi les facteurs qui empêchent l'IDE de porter pleinement ses fruits dans certains pays en développement figurent le risque-pays (OCDE, 2002). Le risque-pays est l'un des facteurs essentiels tant pour les entreprises que pour les États qui peut fortement affecter leur stratégie d'investissement (Nivoix, 2012). Son analyse évolue suite à l'intensification accrue des phénomènes de rupture dans la sphère financière émergente et l'indissociabilité entre risque et investissement. L'économie et la finance internationale font de cette analyse une composante essentielle des décisions stratégiques des entreprises en termes d'investissements, d'exportations, de partenariats, de fusions, d'acquisitions etc.

En effet, le risque-pays se réfère aux éléments du risque inhérent aux affaires dans l'environnement socio-économique et politique d'un autre pays (Robock, 1971). Certains, comme Marois (1991) mettent l'accent sur les opérations internationales des entreprises. Aussi, le risque pays est décrit comme la capacité d'un pays à générer des devises nécessaires pour faire face à ses engagements financiers extérieurs (Cosset et al. ,1992). Par opposition, d'autres auteurs insistent sur les opérations de prêts internationaux.

Outre, le risque pays se produit de plusieurs manières. Sur le plan industriel, il peut s'agir de la confiscation de biens ou d'actifs détenus à l'étranger. Sur le plan financier, un pays peut connaître une crise grave, générant des défauts de paiement, ou plus rarement décider unilatéralement de l'extinction de ses dettes. Sur le plan humain, l'événement peut concerner un conflit armé (guerre civile ou entre plusieurs pays) ou l'enlèvement de personnes contre rançon. Ce phénomène se compose donc à la fois d'un aspect économique et d'un aspect politique, lié à des décisions et événements internes ou externes au pays considéré. Ces deux paramètres sont fréquemment liés, une crise économique pouvant entraîner une instabilité politique, et inversement (Nivoix, 2012).

Par ailleurs, la ventilation des IDE dans les pays en développement illustre le faible attrait des IDE par les pays africains par rapport à ceux de l'Asie et de l'Amérique du sud. A ce sujet, l'OCDE (2002) souligne que la faiblesse des IDE dans la plupart des pays d'Afrique s'explique très probablement par les facteurs risques-pays : l'instabilité macro-économique, la perte d'actifs due au non-respect des contrats, et les destructions physiques résultant de conflits armés. Asiedu (2001) relève que la faible attractivité d'IDE dans les pays africains s'explique par les problèmes économiques et politiques. De ce fait, Agénor et al. (2000) expliquent que le taux d'investissement, le taux d'ouverture de l'économie, le service de la dette en pourcentage du PIB, le taux d'intérêt international, l'indice risque politique et la variation du taux d'intérêt ont une influence significative sur les flux entrants d'IDE. Ces effets s'observent grâce à la libéralisation commerciale et une meilleure compétitivité (Noorbakhsh et al., 2001). C'est dans cette logique d'ouverture économique que Ngouhouo (2008) estime que plus le régime de change est stable, plus le risque lié aux variations de change diminue et ainsi les profits futurs deviennent moins incertains. Mais, il faut aussi noter qu'une corrélation entre régime de change et IDE peut être aussi le reflet d'une instabilité du régime de change (Ben Abdallah et Meddeb, 2000).

Pour le cas des pays en développement, Boujedra (2002) élabore que les firmes multinationales (FMN) mettent en œuvre des jeux complexes et incertains dans leur choix d'implantation à l'étranger, entre libéralisation et ouverture du marché. L'intuition du modèle est que le risque pays prédétermine le seuil de rentabilité de l'IDE. Le modèle théorique révèle que le rôle des FMN et l'impact des flux d'IDE sont controversés. En présence du taux de change fixe, la perte de compétitivité et les déséquilibres extérieurs peuvent altérer la confiance dans la soutenabilité du régime de change et précipiter une crise financière. Ainsi, le taux de croissance, le degré d'instabilité macroéconomique (variabilité du taux de change réel) et le poids de la dette sont des facteurs importants qui influencent les flux d'IDE en Afrique Subsaharienne (Agénor, 2003).

© 2019 Global Journals

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Batana (2005) souligne que le PIB, le taux d'ouverture et le taux d'alphabétisation des adultes influencent positivement et significativement les IDE tandis que l'encours de la dette extérieure exerce un effet négatif. L'attractivité des idées dépendra de la bonne gouvernance du pays d'accueil. Les pays ayant un niveau élevé de corruption et un bas niveau de gouvernance et de démocratie ont des entrées d'IDE plus faible que ceux qui ont plus de droits politiques (Kim, 2010). Dans les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la période 1995-2010, Diaw et Guidime (2012) relèvent que la taille du marché, l'ouverture économique sur l'extérieur, la qualité de la main d'œuvre, celle de l'infrastructure et de l'effet d'agglomération ont une influence positive et significative sur les flux d'IDE. A l'inverse, le niveau de développement financier, la volatilité du taux de change, les coûts des transactions et l'absence de politique commerciale ont une influence défavorable sur les flux d'IDE. Dans la même lignée, Sghaier et Abida (2013) trouvent des preuves que le développement du système financier national impact positivement sur les flux entrants d'IDE. L'instabilité financière d'une économie peut agir défavorablement sur les flux d'IDE selon Bouri (2015).

Puisque les mouvements des investissements internationaux se fondent sur la gouvernance, la stabilité de l'environnement macroéconomique et institutionnel, le cadre juridique des investissements, la taille des marchés intérieurs, la qualité des infrastructures et le capital humain (Imen et Zouheir, 2013), le Bénin, comme la plupart des pays africains, a mis en place des dispositifs incitatifs à l'attractivité des investissements mais jusque-là le pays n'attire pas particulièrement les IDE. Or, un faible niveau de l'investissement local devrait être compensé par le flux d'IDE afin de permettre de stimuler la croissance économique (Gouenet, 2016). Si, l'entrée massive des IDE dépend de la situation politique et économique du pays, il urge de tenir compte du risque-pays dans l'analyse du développement du pays. C'est dans cette optique que cette recherche s'intéresse sur la question centrale suivante: *Quelle est l'incidence du risque-pays sur l'entrée des IDE au Bénin?*

L'originalité de ce papier s'inscrit dans la logique de prendre en compte toutes les trois composantes du risque pays dans l'élaboration des politiques pour l'amélioration de l'attractivité des IDE, du climat des affaires et de la relance de la croissance économique au Bénin en particulier et dans les pays de l'Afrique en général. Pour y aboutir, il s'avère indispensable d'avoir une idée sur les effets de ces composantes sur les flux d'IDE au Bénin.

L'argumentaire ici propose de présenter tour à tour le cadre méthodologique *(2.1),* les techniques d'estimation *(2.2),* puis des résultats auxquels l'évaluation économétrique permet d'aboutir *(2.3).*

II. Cadre Methodologique

a) *Spécification du modèle*

Pour analyser les effets du risque-pays, la plupart des auteurs qui ont abordé le sujet utilisent un modèle linéaire. Le cadre méthodologique retenu fait également recours à une analyse économétrique qui intègre des indicateurs du risque-pays dans les déterminants de l'IDE. Cette approche formalisée s'inspire des travaux de Serven (1996) et repose en partie sur le « résidu de Solow ». Considérons une économie dotée d'une fonction de production relativement simple, à l'instar de celle de Mankiw (2002) dans son exposé sur la croissance.

$$Y_t = A_t K_t^{\alpha} L_t^{1-\alpha} \quad (1)$$

Avec :

$\alpha < 1$; Y_t étant le revenu à la date t; K_t le capital à la date t ; L_t la quantité de travail disponible à la date t et A_t un paramètre technologique. En appliquant l'opérateur logarithme à l'équation (1) pour la linéariser, on a :

$$LogY_t = LogA_t + \alpha LogK_t + (1-\alpha)LogL_t \quad (2)$$

Introduisons l'opérateur de différence dans l'équation (2) pour faire ressortir le taux de croissance de l'économie, on obtient l'équation (3) ci-dessous.

$$g_t = \alpha_t + \alpha^* K_t + (1-\alpha) * n_t \quad (3)$$

Avec :

$$K_t = dLogK_t \qquad n_t = dLogL_t$$

Le terme *a* désigne la part de la croissance non expliquée par l'évolution du capital et du travail, ce paramètre que la littérature (Mankiw, 2002) appelle le *« résidu de solow »* est en réalité une variable composite qui regorge tous les autres paramètres non pris en compte dans le modèle. Comme ce résidu est plus élevé pour les estimations réalisées dans des économies africaines, les modèles ainsi élaborés n'expliquent pas parfaitement la réalité de ces pays (Gouenet, 2016). Pour corriger la performance du modèle, nous introduisons dans ce résidu les IDE et l'indicateur du risque-pays. Ainsi, on peut écrire :

$$\alpha_t = \phi_1 \left(\frac{IDE}{Y} \right)_t + \phi_2 Risk_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

Où ε_t : terme d'erreur ; $\emptyset$ est un paramètre.
En introduisant (4) dans (3) on peut écrire :

$$g_t = f(k_t, n_t, (IDE/Y)_t, Risk_t) \quad (5)$$

propri t s

© 2019 Global Journals

$$\left(\frac{IDE}{Y}\right)_t = h(g_t, n_t, k_t, Risk_t) \quad (6)$$

Un tel modèle a été exploité par Gouenet (2016) dans lequel la variable « *Risk* » représentait seulement le risque socio-politique. Dans le cadre de notre étude, nous nous intéressons seulement aux différentes formes du risque-pays. Alors, la forme économétrique retenue se présente comme suit:

$$\left(\frac{IDE}{PIB}\right)_t = \alpha_0 + \alpha_1 CORR_t + \alpha_2 DETTE/PIB_t + \alpha_3 TxCHANGE_t + \alpha_4 PIB/hbt_t + \varepsilon_t \quad (7)$$

Où : $CORR_t$ est le niveau de corruption de l'année t et est utilisé comme proxy du risque politique; $(DETTE/PIB)_t$ et $(TXCHANGE)_t$ désignent respectivement les dettes extérieures en pourcentage du PIB et le taux de change de l'année t. Elles représentent le risque financier ; $(PIB/hbt)_t$ désigne le Produit Intérieur Brut par tête de l'année t et est utilisée comme proxy du risque économique. ε_t est le terme d'erreur.

b) Technique d'estimation

Avant l'estimation de l'équation ci-dessus, nous avons effectué d'abord le test de stationnarité sur les différentes variables du modèle. Ainsi, le test Dickey-Fuller Augmented (ADF) est réalisé pour l'étude de la stationnarité des variables. Ensuite, nous avons réalisé le test de Johansen pour vérifier l'existence d'une relation de cointégration entre les variables d'étude. Après ces différents tests, l'estimation économétrique du modèle s'appuie sur le Modèle à Correction d'erreur (MCE) par la technique des Moindres Carré Ordinaires (MCO) sur le logiciel Eview 7. Pour valider la qualité du modèle et la robustesse des résultats obtenus, nous avons procédé à plusieurs tests dont le test de spécification du modèle, le test de stabilité, le test d'autocorrélation des erreurs, le test d'homoscédasticité des résidus et le test de significativité des variables.

Les données utilisées dans cette étude sont secondaires et couvrent la période de 1980 à 2015, soit 36 observations. Ces données proviennent essentiellement de World Development Indicators (2016) de la Banque Mondiale et de la base de donnée de Transparency International (2016).

c) Résultats empiriques

Nous allons d'abord présenter les résultats des tests de stationnarité puis les résultats issus de l'estimation économétrique.

Tableau 1 : Résultats des tests d'ADF en niveau

Variables	t-stat ADF	Valeurcritique ADF	Décision
IDE_PIB	1,3807	-3,0403	NS
CORR	-1,6866	-1,9513	NS
DETTE_PIB	0.5128	-1,9506	NS
TXCHANGE	-2,3402	-2,9484	NS
TXPIB	-1,9432	-1,9529	NS

NS : Non stationnaire
Source : Résultats des auteurs

Tableau 2: Résultats des tests d'ADF en différence première

Variables	T-stat ADF	Valeurcritique ADF	Décision
IDE_PIB	-6,2768	-3,0403	S
CORR	-4,0502	-1,9520	S
DETTE_PIB	-4,0932	-1,9513	S
TXCHANGE	-5,1290	-2,9511	S
TXPIB	-3,2568	-2,9515	S

S : Non stationnaire
Source : Résultats des auteurs.

Les tests de stationnarité d'ADF appliqué aux variables montrent que toutes les variables du modèle ne sont pas stationnaires en niveau.

En différence première, toutes ces variables sont stationnaires. Le test de Johansen révèle l'existence d'une relation de cointégration au seuil de 5%. L'approche de Hendry est celle retenue pour l'estimation du modèle. Cette approche prend en compte à la fois le modèle de court terme et de long terme et se présente comme suit :

Tableau 3: Résultats de l'estimation du MCE à la Hendry

Variables	Coef	Prob.
C	-2,915	0,5540
D(CORR)	-2,969***	0,0057
D(DETTE/PIB)	-0,516	0,5970
D(TXCHANGE)	1,324	0,3346
D(PIB/tête)	-0,471	0,2609
IDE/PIB (-1)	-0,639***	0,0014
CORR (-1)	-1,789**	0,0408
DETTE/PIB (-1)	-1,541***	0,0109
TXCHANGE(-1)	1,380*	0,0749
PIB/tête (-1)	0,793	0,1541
R^2= 0,71 Durbin-Watson = 1,94 Prob (F -statistic) =0,0032		

*NB: *** significativité au seuil de 1% **significativité au seuil de 5% et *significativité au seuil de 10%.*
Source : Résultats des estimations des auteurs.

© 2019 Global Journals

Les résultats des différents tests réalisés après estimation permettent de valider la qualité du modèle et la robustesse des résultats. Le coefficient du résidu retardé, qui représente *la force de rappel* vers l'équilibre, est négatif (-0,639) et statistiquement significatif au seuil de 5%. De plus sa valeur est comprise entre -1 et 0. La représentation du modèle à correction d'erreur est donc validée.

A long terme, les déséquilibres entre les IDE et les variables explicatives du modèle se compensent de sorte que les séries ont des évolutions similaires. Le coefficient de la force de rappel représente la vitesse à laquellet out déséquilibre entre les niveaux désirés et effectifs des IDE en pourcentage du PIB est résorbé dans l'année qui suit tout choc exogène. Le coefficient de la force de rappel (-0,639) indique que l'on arrive à ajuster à 63,94% par effet de « Feed-back » l'équilibre. En d'autres termes, un choc exogène constaté au cours d'une année est résorbé à 63,94% au bout de l'année suivante.

La statistique de R^2 = 0, 71; alors il y a une forte association entre la variable expliquée et les variables explicatives. Les variables exogènes du modèle expliquent à 71% les IDE au Bénin.

La probabilité associée au *test de Fisher* est inférieure au seuil de 5%. On en déduit que le modèle est globalement significatif.

d) Analyse globale des résultats obtenus

Les résultats présentés ci-dessus font état de ce que le coefficient de la corruption, de la dette extérieure, du taux de croissance économique et du taux de change ont les signes attendus. La corruption a un effet négatif et significatif sur l'entrée des IDE à court et à long terme. Ce qui atteste les théories économiques qui stipulent un impact négatif de cette variable sur le développement. Toute augmentation du taux de corruption de 1point défavorise l'entrée des IDE de 2,96 points à court terme et de 1,78 points à long terme. Cela s'expliquerait par le fait que les investisseurs préfèrent localiser leurs filiales dans un pays où la corruption n'est pas élevée afin de sécuriser leurs affaires.

La dette extérieure agit négativement sur l'entrée des IDE au Bénin. L'effet de cette variable sur les flux d'IDE n'est significatif qu'à long terme au seuil de 1%. Car, les dettes extérieures consenties étant des dettes de long terme, ses effets ne peuvent s'observer qu'aussi à long terme. Toute augmentation de 1 point du niveau de dette extérieure entraîne une diminution des IDE de 0,51 point à court terme et de 1,54 points à long terme. Cette situation ne surprend guère, dans la mesure où un poids excessif de la dette agit négativement sur l'économie nationale. En effet les paiements au titre du service de la dette pèse lourdement sur l'épargne intérieure de la nation et constitue des fuites de capitaux. Le taux d'investissement devient plus faible et par conséquent, la croissance de l'économie pourrait du coup en être ralentie. Notons aussi que dans une situation d'un poids excessif de la dette, l'Etat pourrait même être tenté de manipuler son système financier en vue de se financer à un coût moindre. Une telle manipulation aboutirait inévitablement à un sous-développement du système financier ce qui affecterai profondément son efficacité et favoriserai l'apparition d'un marché financier informel ou les usuriers pourrait imposer leurs taux d'intérêt. Une telle éventualité pourrait rendre réticent les investisseurs étrangers potentiels. Ces conclusions corroborent celles de Boujedra (2004).

Quant au taux de change, il exerce un effet positif sur les flux entrants d'IDE au Bénin à court et long terme mais seulement significatif à long terme au seuil de 10%. Lorsque le taux de change augmente de 1 point, les IDE accroissent presque dans la même proportion de 1,32 ponts à court terme et de 1,38 points à long terme. Ceci témoigne du fait qu'une stabilité du taux de change à la capacité d'attirer les investisseurs étrangers. Ce résultat corrobore celui d'Agénor (2003).

Enfin, le taux de croissance économique a un impact positif et non significatif sur l'entrée des investissements directs étrangers à long terme. Cela se traduit par son coefficient positif dans le modèle de long terme et sa probabilité supérieure à 5%. En effet une augmentation du taux de croissance de 1 point entraîne une augmentation des IDE de 0,79 point à long terme. Par contre, à court terme, le taux de croissance à une influence négative et non significative sur l'entrée des IDE au Bénin. Cette sensibilité des IDE suite à une variation du taux de croissance du PIB tant à court terme qu'à long terme traduit l'importance de cette variable dans le processus du développement. Ce résultat s'inscrit dans la même lignée que celui Gouenet (2016).

III. Conclusion

Le Bénin, un pays à économie vulnérable est caractérisé actuellement par un faible niveau d'épargne intérieure brute qui ne lui garantit pas les ressources nécessaires pour faire face à son niveau d'investissement désiré. Pour cela, le recours aux capitaux étrangers s'avère nécessaire pour apporter un souffle nouveau à l'économie béninoise. L'attractivité des IDE dans un pays est influencée principalement par le risque-pays.

Ce papier a pour but d'analyser l'incidence du risque-pays sur l'entrée des IDE au Bénin. Pour atteindre cet objectif, nous avons tenu compte de quelques variables des composantes du risque-pays telles que la corruption, la dette extérieure, le taux de croissance économique et le taux de change. A l'aide d'un modèle à correction d'erreur basé sur la technique des moindres carrés ordinaires sur une période de 1980

© 2019 Global Journals

à 2015, les résultats de l'estimation montrent que l'entrée des IDE est positivement expliquée par le taux de croissance économique et le taux de change, tandis que la dette extérieure et la corruption ne favorisent guère la croissance des IDE au Bénin.

Les effets de la corruption nécessitent une attention particulière au Bénin. Son effet négatif vient du fait que nombre des entreprises privées existantes ou firmes étrangères compte tenue des lourdeurs administratives et des délais de récupérations font recours à ce phénomène en vue d'établir leurs firmes ce qui fait que la concurrence règne et amène certains investisseurs à se retirer atténuant ainsi la crédibilité du cadre juridique de l'Etat. Cette situation entraîne un développement rapide du secteur informel qui ne représente à l'Etat qu'un manque à gagner en matière de recette fiscale et entraine le non enregistrement de certaines firmes étrangères au niveau du registre du commerce ou chambre de commerce du Bénin. Les effets de la croissance sur l'entrée des IDE doivent interpeller les Gouvernants à revoir leur politique économique vue la situation actuelle du pays. L'incidence de la dette extérieure justifie le fait que les entreprises, étant le lieu de la production de la valeur, sont étouffées par les nombreux impôts auxquels elles sont soumises. De ce fait, L'Etat évince directement l'entrée des firmes étrangères

En guise de recommandations de politique économique pour l'amélioration du climat des affaires et celui de l'entrée des IDE, les autorités doivent :

i. Renforcer l'agence de contrôle et de lutte contre la corruption et instaurer une politique de promotion des entreprises ou administration qui auront milité pour la transparence afin de permettre la pénétration des entreprises étrangères ;
ii. Entreprendre des réformes économiques pour rehausser le niveau de la croissance par des investissements réalisés dans des secteurs porteurs tel que le secteur agricole et revoir le système d'exportation de l'or blanc au Bénin;
iii. œuvrer pour une indépendance financière réelle afin d'assurer sa solvabilité et son autofinancement à travers l'assainissement du cadre des affaires accordant au secteur privé la participation dans les grands travaux. Car, une participation du secteur privé incite les investisseurs étrangers à venir s'installer compte tenu de la liberté d'implantation.

References Références Referencias

1. Agénor, P. R. (2003).Benefits and cost of international financial integration: Theory and facts. The world Economy, Vol. 26. Issue 8, pp.1089-1118.
2. Asiedu, E. (2001). On the determinants of foreign direct investment to developing countries: Is Africa different? *World Development,* Vol. 30, N°1, pp. 107- 119.
3. Banque Mondiale (2016). World Development Indicators. Washington D C.
4. Batana, Y. M. (2005), L'analyse des déterminants des flux d'investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA. *CREA*, 56 p.
5. Ben Abdallah, M. et Meddeb, R. (2000). Interaction entre IDE, Régime de change, Capital humain et Croissance dans les pays Emergents, Revue d'Economie du Développement, GDR, Economica, Paris, PP 1-21.
6. Boujedra, F. (2002). L'analyse du risqué d'investissement dans les pays en développement: Etude empirique. Université d'Orléans.
7. Boujedra, F. (2004). Risque pays, IDE et crise financière internationale-évaluation et étude empirique. Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université-CNRS, www.cerdi.org/colloque.
8. Bouri S. (2015). Determinants de l'investissement direct étranger : Evidence empirique à partir des données de panel dans la région de la MENA. Université Abou Bakr Belkaid-Tlemcen, Thèse de doctorat en Sciences Economiques et Monétaires
9. Cosset, J-C, Y.Siskos., and C. Zopounidis (1992). Evaluating Country Risk: A Decision Support Approach. Global Finance Journal, 3 (1), pp 79-95.
10. Diaw, A. et Guidime, C. (2012), "Une tentative d'explication des flux d'Investissements Direct Etrangers dans les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)", Revue Economique et Monétaire, pp.11-27.
11. FMI (2016), "Perspectives de l'économie mondiale", *World economic outlook– French*- Washington, 237p
12. Gouenet. R. M. (2016). Risque d'instabilité socio-politique et attractivité des Investissements Directs Etrangers (IDE) au Cameroun. Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E Economics. Volume 16, 1-12.
13. Grossman, G. M. et Helpman, E. (1991). Innovation and Growth in the Global economy, MIT Press, Cambridge, MA.
14. Imen M. S. and Zouheir A. (2013), « "Foreign direct investment, financial development and economic growth: Empirical evidence from North African countries", Journal of International and Global Economic Studies, World Development, Vol13, N°2? Pp161-175.
15. Mankiw, G. (2002). Macroéconomie. Deboeck.
16. Ngouhouo, I. (2008). Les investissements directs étrangers en Afrique Centrale : Attractivité et effets économiques, Thèse de Doctorat en Sciences Economiques à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université du Sud Toulon-Var, France.

© 2019 Global Journals

17. Nivoix, S. (2012). L'évolution de l'expertise dans l'analyse du risque-pays. Prospective et stratégie, Numéros 2-3, pp-105-124.
18. Nkouka, S. L. (2010). Analyse des déterminants des investissements directs étrangers au Congo. REVUE CEDRES-ETUDES, N°51 – 2e Semestre, Pp.2-22.
19. Noorbakhsh et al. (2001). Human capital and FDI inflows to developing countries: New empirical evidence. World development, Vol 29, N°9, pp.1593-1610.
20. OCDE(2002). « l'investissement direct étranger au service du développement : optimiser les avantages, minimiser les coûts », Paris.
21. Romer, P. (1990). Endogenous Technological Change. *Journal of Political Economy* 98, S71-S103.
22. Serven, L. (1996). Uncertainty, Instability, And Irreversible Investment: Theory, Evidence", World Bank.
23. Sghaier, I. M. & Abida, Z. (2013). Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth: Empirical Evidence from North African Countries. Journal of International and Global Economic Studies, 6(1), 1-13.

© 2019 Global Journals